Le PLFSS 2027 ne permet ni de répondre aux enjeux du présent, ni de préparer l'avenir

Alors que le gouvernement affiche une trajectoire de maîtrise des dépenses sociales et de santé, l'Uniopss s'inquiète de la fragilité des hypothèses financières retenues et du manque de réponses structurelles apportées aux enjeux de santé, d'autonomie, de soutien aux familles et de lutte contre la précarité.

Publié le 8 octobre 2026
De Uniopss

ASSOCIATION ET POUVOIR D'AGIR

PLF/PLFSS COMMUNIQUÉ DE PRESSE

INFO NATIONALE



Entre l’absence de mesures en faveur de la santé mentale, les économies réalisées sur les prestations familiales, les incertitudes sur le financement de l’autonomie et l’insuffisance des politiques de prévention, le PLFSS 2027 apparaît en décalage avec les besoins croissants de la population et avec les alertes émises par les acteurs non lucratifs des solidarités et de la santé.

L’Uniopss s’inquiète tout d'abord des hypothèses retenues pour l’évolution de l’Objectif national des dépenses d’assurance maladie (ONDAM), fixé à 2 % dans les projections pour 2027.

Cet objectif apparaît particulièrement difficile à atteindre au regard des évolutions récentes : après une prévision initiale de 1,6 % pour 2026, finalement révisée à 3,1 %, l’exécution prévisionnelle s’établit à 2,8 %. Dans le secteur du handicap, les crédits ONDAM prévus étant légèrement inférieurs à l’inflation, ils ne permettront pas de proposer un taux d’actualisation positif. L’Uniopss rappelle également que les projections 2026 ont reposé sur des hypothèses de croissance de l’emploi surestimées et sur des mesures ponctuelles, comme l’augmentation des franchises médicales ou l’annulation de crédits mis en réserve. Ces leviers ne sauraient constituer une stratégie durable de financement de notre protection sociale.

Concernant la santé, l’Uniopss regrette **l’absence totale de mesures en faveur de la santé mentale**, pourtant érigée en Grande Cause nationale en 2025 et 2026. Elle appelle à la création d’un fonds dédié à la santé mentale et à la psychiatrie et elle dénonce l’absence des 15 millions d’euros promis pour renforcer les Maisons des

adolescents. L’Union salue les avancées en matière de transparence du médicament, mais demande une transparence complète sur les prix réellement payés par l’Assurance maladie, ainsi qu’un **encadrement renforcé de la financiarisation du système de santé**. Elle estime également que l’accès aux soins ne pourra être amélioré sans une implantation durable des professionnels sur les territoires et sans une véritable politique de prévention agissant sur les déterminants sociaux, environnementaux et économiques de la santé. Dans le domaine des soins, l'Uniopss approuve toutefois l’attention particulière portée aux jeunes accueillis dans les dispositifs de protection de l’enfance et aux enfants victimes de violence.

L’Uniopss estime que le PLFSS 2027 ne répond pas à la hauteur des enjeux en termes d’accompagnement de la perte ou du manque d’autonomie. Malgré une hausse de 2,5 % des dépenses de la branche autonomie et de 2,6 % de l’objectif global de dépenses, les financements demeurent insuffisants face au vieillissement de la population, aux besoins croissants d’accompagnement et aux difficultés économiques des établissements et services. L’Union s’inquiète également de la dégradation durable des comptes de la branche et regrette fortement le report de réformes attendues comme la fusion des sections en Ehpad, ainsi que du manque de mesures concrètes pour accompagner la transformation du secteur. L’Union juge peu crédible l’objectif de recrutement de 50 000 professionnels supplémentaires d’ici 2030 compte tenu des difficultés persistantes d’attractivité des métiers. L'Union interroge également l’affaiblissement du rôle de la CNSA au profit des départements, concrétisé par les 300 M€ versés directement à ces derniers : quel avenir cela dessine-t-il pour la 5e branche et son périmètre, en particulier pour le secteur du domicile ? Enfin, l'Uniopss considère que l’engagement pris dans le PLFSS 2026 d’attribuer 90 M€ chaque année pendant quatre ans pour accompagner la mise en œuvre de SERAPHIN-PH doit être tenu en 2027, sauf à devoir reporter la réforme en 2028.

Concernant la branche Famille, l’Uniopss s’oppose aux économies réalisées sur les prestations familiales alors même que la branche resterait excédentaire en 2027.

Le recentrage de l’allocation de rentrée scolaire, le gel des prestations et la restriction de certains droits **risquent d’affaiblir directement les familles des classes moyennes et les plus modestes et de contredire l’objectif affiché de soutien à la petite enfance et à la parentalité.** À ce titre, l’Union s’inquiète également de la baisse programmée des moyens du Fonds national d’action sociale. L’Uniopss plaide au contraire pour un soutien accru de la branche Famille en direction des lieux d’accueil du jeune enfant et d’accompagnement des parents non lucratifs,

qui rencontrent des difficultés liées à un sous-financement.
Plus largement sur la solidarité nationale, l’Uniopss s’oppose à l’allongement des délais d’accès à certaines prestations pour les familles étrangères en situation régulière et alerte sur les effets de la suppression d’exonérations sociales pour les ateliers et chantiers d’insertion, qui pourrait fragiliser l’accompagnement des personnes les plus éloignées de l’emploi.